



ARRETE MUNICIPAL n°2024-234
Portant réglementation temporaire de la
circulation et du stationnement des véhicules
Place de la Mairie
« Cérémonie du 11 novembre »

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1 et 2

Vu le code pénal notamment l'article R 610-5,

Considérant que pour assurer le bon déroulement des cérémonies commémoratives, il y a lieu d'interdire, de réglementer l'accès et le stationnement des véhicules à certaines places,

ARRETE

Article 1 : La circulation et le stationnement des véhicules seront interdits, place de la Mairie, depuis l'impasse Varrax jusqu'au portail d'entrée du cimetière Sud-Est :

- Le lundi 11 novembre 2024 de 08h30 à 10h30.

Article 2 : Toutes infractions au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, le responsable du Service de police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours de Grésy-sur-Aix
- Grand-Lac

Fait à Grésy-sur-Aix, le 04 novembre 2024

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 06-11-2024

Notifié à l'intéressé le : 04-11-2024

Certifié exécutoire le : 11-11-2024

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

